



# **ACTES DU COLLOQUE**

## ***ENTRE OMBRE ET LUMIÈRE : LES ADDICTIONS DROGUES, RELIGIONS, MONDES VIRTUELS***

*L'INTERGÉNÉRATIONNEL AU PRISME DE L'AUTONOMIE  
ET DES DÉPENDANCES*

**CHLOÉ ALLEN  
MURIEL SACCO**

*Transgression des mesures COVID par les jeunes :  
de l'égoïsme générationnel à la réflexivité sociale*

**JANVIER 2023**

Chloé Allen  
Muriel Sacco

*Transgression des mesures COVID par les jeunes :  
de l'égoïsme générationnel à la réflexivité sociale*

**Janvier 2023**

## **LE COLLOQUE**

*Pour sa douzième édition, le colloque co-organisé par le LAAP/UCLouvain et l'asbl Résad (Réseau pluridisciplinaire de Soutien aux Addictions, anciennement R.A.T. asbl), vous invite à une réflexion sur «L'intergénérationnel au prisme de l'autonomie et des dépendances».*

*Après avoir exploré, lors de notre édition précédente, le cycle de vie charnière entre adolescence et âge adulte, nous allons nous pencher sur le cycle de vie des plus âgés.*

*Que signifie devenir dépendant dans une société dont l'idéologie contient une injonction forte à l'autonomie et à la performance? Quelle place pour la dépendance et comment vivre le corps dans un contexte de refus du vieillissement et de la perte? Quelles «reliances» entre les générations?*

**CHLOÉ ALLEN** - *Doctorante en anthropologie UCLouvain (LAAP)*

**MURIEL SACCO** - *Maitresse de conférences en science politique ULB*

## *Transgression des mesures COVID par les jeunes : de l'égoïsme générationnel à la réflexivité sociale*

**Muriel Sacco**

Nous allons vous présenter notre recherche sur les transgressions des jeunes pendant les confinements. À partir de nos liens respectifs et de nos connaissances acquises dans nos recherches sur les jeunes, le discours politique et médiatique à l'égard des jeunes dès le début de la pandémie nous a semblé particulièrement caricatural et culpabilisant. Dès les premières semaines de confinement, les jeunes ont servi de bouc-émissaire ou de coupable idéal pour expliquer la transmission du virus, alors que les causes de cette diffusion étaient encore à peu ou mal connues. Ces discours médiatique et politique rendaient mal compte des motivations des jeunes notamment en soulignant l'égoïsme des jeunes à l'égard des générations plus anciennes touchées par la covid, sans chercher à aller au-delà des apparences évidentes. De plus, ce discours médiatique était peu critique. Alors qu'il y avait une forme d'injustice à astreindre les jeunes à des privations de libertés et à porter la diffusion du virus alors que la majorité des victimes se situaient dans les populations plus âgées et que la plus grande majorité d'entre eux respectaient les mesures de confinement. Ce sont les raisons qui nous ont décidé à mener une enquête spécifique sur les formes de transgressions des mesures sanitaires par les jeunes. À partir de nos terrains de

recherche respectifs, nous avons donc tenter de résister à la construction d'un discours homogénéisant en présentant la diversité et la complexité des situations et des pratiques des jeunes.

#### **Contexte :**

Nous avons tenté de mettre à l'agenda les problèmes rencontrés et les situations vécues par les jeunes pendant les diverses phases de la gestion de la crise pandémique. L'expertise mobilisée était essentiellement épidémiologique et économique. Dans les premiers mois de la pandémie, les sphères gouvernementales ont plutôt fonctionné en vase clos, sans donner de réponse aux nombreuses interpellations des citoyens et acteurs sociaux exprimées dans les nombreuses cartes blanches. Le débat public avait été mis sous cloche face à l'urgence sanitaire. Les parlementaires ont ainsi simplement joué le rôle d'enregistrement des décisions gouvernementales, sans exercer d'analyse critique ou sans s'emparer de leur mandat représentatif pour faire remonter des problèmes. Le confinement physique avait provoqué l'apathie des parlements et des instances de délibérations politiques. Les représentants politiques se sont ainsi coupés des échos du terrain, préférant disserter sur la nécessité d'adhésion aux mesures gouvernementales et condamner d'emblée les critiques de celles-ci. Cette séquence de gestion de la crise a ainsi été caractérisée par un impératif d'ordre et de conformité, caractéristique de l'ordre militaire, ne tolérant aucune marge d'autonomie ou d'interprétation.

#### **Chloé Allen**

Les directives étatiques ont tant bien que mal en urgence - et en fonction du possible - été suivies par la plupart des citoyens. Sous pression, l'émergence de méfiance s'est mêlée à celle de nouveaux complotismes, les camps se sont scindés en « pro » et « contre » (le confinement, les masques, les vaccins, etc). Dans ce climat politique tendu et clivé, il n'est pas aisé de porter une parole scientifique publique nuancée. Carta Academica a tenté de donner une voix aux chercheurs et à travers eux, à leurs terrains pour réinsuffler de la complexité au débat. L'intérêt est peut-être là. Dans le contexte de la pandémie, les sciences sociales ont permis de sortir d'une vision exclusivement sanitariste ou « épidémiologique ». Nos tentatives de valorisation de l'empirie, de l'observation participante même en temps de confinement, du qualitatif, face aux sciences du chiffre et des pronostiques rejoignent en ligne de fond celle d'un retour à la nuance face au discours hégémoniques, d'un regard aiguisé sur l'état de nos sociétés avec pour principale préoccupation, celle d'une justesse envers nos terrains, dans ce cas-ci certaines catégories de jeunes qui transgressaient les règles.

-----

Dès le déclenchement de la crise sanitaire, les jeunes sont pointés du doigt, considérés comme irresponsables, inconscients ou irréfléchis. Cela commence déjà aux fameuses fêtes de préconfinement, lorsque certain.e.s, stressé.es de se voir enfermé.e.s chez elles/eux profitent d'une dernière fête. Une jeune me raconte danser de tout son être sur le morceau qui marquera la plus longue pause de sociabilité de toute sa vie, le tube de Didier Super : « On va tous crever ».

Ce qui nous a marqués, dans nos interactions avec nos acteur.rices de terrains est peut-être la dimension plus large que cette remarque, qui paraît pourtant anodine, mais venait éclairer les réalités des jeunes. Elle en disait long aussi sur ce qu'elles/ils allaient traverser pendant les périodes de confinement.

Si les jeunes n'étaient pas sur un même pied d'égalité face aux dangers de mort du virus, par rapport aux personnes dites « fragiles », elles/ils faisaient néanmoins face à des problèmes existentiels importants. Qu'allaient-ils devenir ? Quel projet de société allait leur être proposé ? Comment traverser cette période de stress au vu du manque de prise en compte de leurs réalités spécifique par les pouvoirs publics depuis de nombreuses années déjà. Pour ces jeunes avec lesquels nous avons dialogué et entretenu le lien pendant la pandémie, il nous a semblé indispensable d'interpeler les politiques. Mais que s'est-il passé pour elles/eux ? Nous sommes resté en lien avec plusieurs catégories de jeunes pendant les confinements : Les étudiants, les jeunes militants engagés dans des luttes sociales et des squats et les jeunes de quartier populaire.

## Les étudiant.e.s

### **Muriel Sacco**

Même les plus privilégiés d'entre eux, les étudiants universitaires qui ont respecté les lettres ont montré des formes d'épuisement et de souffrance psychique face à la longueur de l'isolement imposé. Parmi les signes, on peut voir l'impossibilité de certains d'entre eux à se connecter à leur cours en ligne ou à allumer les caméras, même quand cela était demandé expressément. Certains professeurs ont alors commencé à ressentir le manque des auditoires tant la faible présence et participation des étudiants les plombaient également. Certains de nos étudiants ont d'ailleurs perdu pied. Certains ont opté pour des antidépresseurs quand d'autres ont dû être hospitalisés. Certains ont saisi la moindre occasion pour pouvoir sortir de chez eux. Les confinements ont également l'occasion de découvrir la précarité étudiante notamment par la présence des étudiants parmi les bénéficiaires des banques alimentaires. On a alors mis en place des

frigos solidaires dans les établissements d'enseignement supérieur et les services sociaux de ces établissements ont rapidement été débordés par l'augmentation des demandes d'aide.

Les conséquences traumatiques de ces confinements se font encore sentir. Ainsi, les collectifs d'étudiants permettant l'entraide entre eux ont été durablement affaiblis. De plus, lorsqu'à l'hiver suivant, il s'est agi de revenir faire des examens en présentiel, certains étudiants étaient littéralement paniqués à l'idée de se faire contaminer dans les auditoires et risquer de ne pas pouvoir terminer la session.

Certains ont opté pour la transgression des règles pour tenter de diminuer leur anxiété. C'est pourquoi quelques semaines après le début du confinement, des fêtes et des rassemblements de jeunes ont éclos et ont attiré l'attention des médias et des élites gouvernementales. Par la suite, certains ont décidé, comme l'a très bien montré Olivier Servais, de ne pas rester seul et de se confiner à plusieurs de façon à ne pas vivre seuls, mais parallèlement, ils ont limité leurs contacts avec leur famille de façon à ne pas propager la maladie. À la fin du deuxième confinement, des événements comme La Boum ont montré de la défiance vis-à-vis l'intransigeance des mesures gouvernementales qui ne toléreraient aucun rassemblement dans les espaces publics, mais toléreraient certaines manifestations. Il ne s'agissait donc pas de l'expression d'un conflit entre générations.

Cette transgression des règles de confinement apparaît alors plus comme mode de survie sur le plan individuel autant que sur le plan social. Il ne s'agissait pas uniquement de revendiquer une liberté individuelle, mais de faire reconnaître les spécificités d'un stade de la vie durant lequel tous les individus passent, où l'on apprend et où l'on se cherche dans une société où l'affirmation de l'individualité est de plus en plus une injonction. Il s'agit ainsi d'une génération en perte de sens par rapport aux injonctions de plus en plus fortes qui pèsent sur les jeunes en termes d'éducation et de formation, mais une génération à

qui on demande de faire des études pour être employables et non pas pour l'intérêt qu'ils portent aux matières qu'ils étudient

Mais nous n'avons pas limité notre enquête à la frange la plus nantie des jeunes, c'est-à-dire les étudiants de l'enseignement supérieur ; car ce groupe ne permet de rendre compte que d'une partie de la jeunesse et d'une partie de sa vie. Les jeunes sont engagés sur d'autres scènes sociales.

### **La mobilisation dans les squats et les mouvements pour la justice sociale**

#### **Chloé Allen**

Les jeunes avec lesquels je suis restée en lien sont ceux qui se mobilisent depuis de nombreuses années pour l'avenir de leur société. Elles/ils occupent des logements vides pour le droit au logement pour toutes, se mobilisent lors de manifestation contre les violences policières, le racisme, pour un changement écologique radical. Celles et ceux-ci se disent antiracistes, féministes, queers, parfois anarchistes, altermondialistes, ou hors-système et luttent pour ce qu'ils appellent le « vivant ». Ce vivant, ça fait bien longtemps qu'elles/ils ne l'identifient plus au politique au sens démocratique du terme. Elles/ils mettent en place au jour le jour des pratiques, dites préfiguratrices, pour faire exister leur monde rêvé dans un système qu'elles imaginent défaillant voir obsolète. Elles/ils dégagent des espaces d'organisation informels pour combattre les violences qu'elles/ils et d'autres subissent.

Si elles/ils questionnent les décisions étatiques, ce n'est pourtant pas sans sens des responsabilités. Nous l'avons observé dans de nombreux groupes, habitations et collectifs. Si leurs questionnements les mènent vers une méfiance envers les pouvoirs publics, une méfiance par rap-

port à la prise en compte de leurs réalités ainsi que celles des fameux « oubliés » de la crise, elles/ils ont néanmoins mis en place de nouvelles formes de sociabilités, d'organisation, de normes, permettant de faire exister leurs revendications en tant de crise. Pour beaucoup, les réglementations étaient simplement inopérables. Vivant en colocation, dans des occupations temporaires hébergeant une très grande diversité de profils et de public, sous pression de pallier les violences d'Etat en organisant elleux-même le relogement des personnes les plus précarisées (je pense par exemple à la campagne réquisition solidaire qui a vu l'ouverture de nombreux bâtiments vides afin de reloger les personnes en précarité de logement), il était bien entendu impossible de respecter les fameuses règles de « bulles », de « gestes barrières », de CST et de « couvre-feux ».

Certains ont organisé des rencontres, des manifestations, de distributions alimentaires, moment de sociabilité jugés illégaux. L'une des jeunes témoignent :

*« On est obligés de se créer des espaces de sociabilité », explique Tash. « Ces lieux clés deviennent vitaux pour chacune de ces personnes, les liens qui se créent sont d'autant plus forts. De ce terreau-là, des espaces de requestionnement profond de la société surgissent. On pousse la réflexion de plus en plus loin, on pose des actes pour que le monde change. On fait de la communauté malgré tout... »*

Les discussions concernant le masque et les vaccins étaient quant à elles très diversifiées, comme nous l'avons observé dans le reste de la société. Les réticences se jouaient principalement sur la complexité d'une demande de suradaptation aux réglementations changeantes sans prise en compte du changement sociétal radical qu'elles/ils considéraient nécessaire pour imaginer un avenir serein, un vivre ensemble réellement soucieux du bien-être de toutes.

Au fil des mois et des années, cette jeune femme témoignant de sa dernière fête avant les confinements successifs revient sur la narration de cet événement. Loin d'une réponse nihiliste, faussement libertaire, elle explique que si « on va tous crever », c'est parce qu'elle et ses proches buttent contre un monde politique qui refuse de laisser place à de nouvelles façons de faire société, un monde politique qui refuse de se remettre en question. « On va tous crever » me dit-elle parce que la police continue à tuer impunément, continue de ne pas mettre en place des systèmes soutenant réellement les victimes de violences sexistes et sexuelles, et refuse d'opérer des changements remettant profondément en cause les origines de la destruction de ce vivant. Si ce virus est révélateur d'un dérèglement sociétal, la gestion pandémique ne les rassure pas pour autant. Les restrictions et les règles, ne permettent pas de protéger les personnes qui, déjà, étaient oubliées par « le système ». La gestion de la pandémie n'a pas été révélatrice de changement de prise en compte des pauvres, des sans-papiers, des personnes racialisées, des femmes et personnes queers, des personnes neurodivergentes, des victimes de violences policières (entre autres). Pour nombres d'entre eux, cette période pandémique a plutôt mis en lumière cette violence, celles qu'ils/elles essayent de combattre.

*« Je dirais qu'il y a une urgence qui est beaucoup plus ressentie dans ces manifs du confinement. C'est une manière de dire « on est là, on existe et tout le monde n'est pas pacifié » [...] on a vu aussi qu'il y avait plein de jeunes dans la rue, qu'il y avait des convergences de colères ».*

Quelqu'un d'autre explique sa méfiance envers les instances étatique concernant l'intérêt de de jeunes.

*« Ça fait longtemps que les jeunes ne comptent pas sur l'État [...]. Tout ce qui nous est proposé va dans le sens de la compétition ou tend vers un monde qu'on ne veut plus »*

La déception est d'autant plus forte lorsque les réponses imposées – celles du CST et des vaccins entre autres se résument pour elles et eux

à une approche sanitariste et sécuritaires. Ces réponses parfois acceptées, parfois contestées sont surtout considérées au mieux comme « insuffisantes » au pire comme « purement répressive ». La pandémie est pour elleux une preuve irréfutable du désastre planétaire qui ne peut se résoudre, uniquement, par un médicament ou un pass sanitaire. Pour empêcher les futures pandémies, il faudra bouleverser l'ordre. L'imposition de ces mesures devient dès lors une source de méfiance.

### **Les Hautes Alpes et les sans-papiers**

Je vais brièvement revenir sur le terrain qui occupe en réalité la plupart de mon temps, celui de ma thèse, dans les Hautes Alpes entre l'Italie et la France. Je fais une ethnographie de la violence aux frontières et des milieux solidaires, anarchistes, citoyens et associatifs qui soutiennent les personnes qu'on appelle les migrants, qui se nomment eux même parfois « Harraga » - Bruleur de frontières ou aventuriers. La communication entre les milieux solidaires et les trajectoires migratoires me mène souvent à rencontrer des acteurs et actrices de mon terrain franco-italien à Bruxelles pendant les confinements. Je suis certaines personnes dans leur parcours de demande d'asile en Belgique mais aussi les synergies transnationales de mouvements de luttes en Europe. Dans ce contexte, je suis en contact avec des jeunes vivant en squat organisant l'accueil et le relogement de personnes précaires mais aussi impliquée sur différents fronts de luttes pour la justice sociale.

Quand le confinement est annoncé, je reçois des messages de certaines personnes sur le terrain – arrivant en Belgique, sans contact ni ressource qui se voient coincés aux portes du Petit Château, devant attendre jusqu'à 6 semaines pour avoir une place en centre d'accueil. Je reste en contact avec les jeunes militants avec et sans-papiers qui dès la troisième semaine se rendent compte de l'urgence d'exiger la prise en comptes des réalités des personnes minorisées.



Un porte-parole d'un mouvement sans-papier lance un appel à manifester, en demandant du soutien pour une mobilisation d'urgence pour exiger une régularisation pour tous et toutes pour assurer leur survie financière et sanitaire. C'est un moment de basculement dans ce parcours de confinement en tant que chercheuse, je suis les jeunes qui ont décidé de soutenir la manifestation. Pour certains jeunes qui décident de braver les restrictions strictes, trois semaines après l'annonce du Lock-down, la priorité est avant de protéger tout le monde en exigeant la régularisation de toutes les personnes présentes sur le territoire et un refinancement des institutions de soins de santé.

Pour les personnes minorisées, à ce moment, peu connaissent vraiment les risques du virus mais tous savent que leur survie économique risque de basculer d'un jour à l'autre sans la réouverture de l'économie informelle permettant leurs débrouilles quotidiennes. Certains acteurs de terrains sont enfermés en centre de rétention parce qu'il se sont retrouvés à la rue sans document d'identité et ne portaient pas de masques. Lors de ces moments de mobilisation, je décide de rester en contact avec mes acteurs.rices de terrains et d'aller à certaines de ces manifestations, mobilisations, réunions, distributions alimentaires. Le travail que nous avons ensuite fait avec Muriel et Olivier pour l'ouvrage « déconfiner l'Europe » et ma décision de m'impliquer dans le manifeste des 123 chercheurs et Carta Academica s'est imposé ensuite comme un espace permettant de faire relai mais aussi faire état des réalités de ceux qui décidaient de se déconfiner par choix pour s'impliquer auprès d'autres « oubliés ».

Pendant cette période, une critique courante de la part des jeunes de je côtoie pendant le premier confinement est celle de « l'instrumentalisation des enjeux de santé publique à des fins répressives » alors que d'après eux, l'urgence sanitaire aurait pu à contrario créer une brèche en vue d'une régularisation des sans-papier, un refinancement des services de santé et un dialogue avec les jeunes précaires en pertes d'avenir. Les transgressions aux règles traduisent plutôt une confiance

brisée entre ces jeunes et les pouvoirs publics plutôt qu'un révélateur d'individualisme ou d'irresponsabilité envers les personnes dites fragiles et leurs aînés.

## **Dans les quartiers populaires**

### **Muriel Sacco**

Alors que, depuis ma thèse, je maintiens des contacts ponctuels avec des acteurs associatifs et sociaux de Cureghem, j'ai été assez secouée par la réponse communale à l'émeute qui a eu lieu à Cureghem en réaction au décès du jeune Adil, mort lors d'une course-poursuite entamée par la police de la Zone Midi, alors qu'il tentait d'échapper à un contrôle policier. Dès le lendemain du décès d'Adil, les hélicoptères se sont mis à tourner frénétiquement au-dessus de Cureghem et le dispositif policier prévu pour accueillir les potentiels émeutiers était très lourd. La réponse politique choisie était d'emblée défensive et répressive. Si les autorités communales avaient demandé aux parents du jeune homme d'appeler au calme, le dialogue des autorités avec les jeunes en colère n'était nullement envisagé. Pourtant, ce dialogue semblait nécessaire au vu de plusieurs éléments qui me semblaient importants.

D'une part, dans l'histoire de ce quartier, il ne s'agissait pas du premier décès d'un jeune à la suite d'une intervention policière. Le décès d'un jeune à la suite d'une intervention de la police dans le quartier avait déjà conduit à des émeutes dans le quartier en 1997. Depuis lors, le climat n'avait pas changé et les représentations politiques des habitants de ce quartier n'avaient pas franchement changé dans le chef des élus communaux de la majorité. En effet, les contrôles policiers des jeunes et les arrestations arbitraires et humiliantes sont toujours le quotidien de ces jeunes, avec des dénouements quelque fois tragiques toujours dans le chef des jeunes. Au cours des réunions auxquelles j'ai pu assis-

ter tout au long de ces années, il était même assez habituel de voir des jeunes de ce quartier prendre la parole pour expliquer ces contrôles policiers, mais aussi pour dénoncer le manque d'investissements et d'infrastructures disponibles dans le quartier, malgré le rattrapage des dernières décennies. Par conséquent, le décès d'un jeune, survenant dans ce contexte, ne pouvait que produire les mêmes conséquences, c'est-à-dire l'irruption dans l'espace public de ces jeunes qui se sentent des cibles potentielles de ces violences policières. En outre, avant cela, les jeunes de ces quartiers avaient été stigmatisés pour leur présence dans l'espace public malgré le confinement. Raison pour laquelle les contrôles avaient été renforcés dans ces quartiers, alors que dans d'autres quartiers plus cossus, la police semblait moins sévère avec les transgressions des règles de confinement. Le pouvoir discrétionnaire policier était donc teinté de racisme. D'autre part, ces faits ne sont pas propres au quartier, il ne fallait donc pas être devin pour penser que des jeunes d'autres quartiers où des faits similaires s'étaient déjà produits pourraient également venir. Par ailleurs, le dispositif du confinement ne pouvait être qu'invivable pour des jeunes qui vivent dans des logements trop étroits et qui utilisent l'espace public pour avoir un peu d'espace et de solitude. L'explosion de ces jeunes dans l'espace public avait d'autant plus de chances de se produire, en temps de confinement, parce qu'ils étaient enfermés chez eux dans des logements souvent trop exigus, donc peu propice à la concentration que requérait le travail scolaire à distance.

Notre recherche montre qu'outre le décès du jeune Adil ou le manque d'espace, les jeunes de quartiers similaires à Cureghem sortaient de leur domicile pour d'autres raisons. D'une part, nous avons rencontré des jeunes qui ont organisé des distributions alimentaires pour les personnes privées de revenus par le confinement et pour lutter concrètement contre l'explosion de la précarité qui devenait tellement visible à leurs yeux.

« En étant venu ici pour faire les colis, les kits scolaires, j'ai beaucoup appris. [...] On fait énormément de choses. Et pendant ce confinement, s'il n'y avait pas eu, si on avait pas créé la relève. Donc, c'est un mal pour un bien, voilà. On a appris énormément de choses ».

Ces jeunes étaient extrêmement soucieux de ne pas contaminer leurs parents, ils ont donc continué à respecter les gestes barrières et le port du masque.

« Si je chope quelque chose et que mes parents l'ont, après je l'ai sur la conscience. Surtout que nos parents sont toutes des personnes à risque. C'est pour ça qu'on fait attention je pense. C'est vraiment pas pour nous, mais c'est vraiment pour ceux qui sont au-dessus de nous ».

En outre, ils avaient peur des interpellations policières et de leur brutalité. Leurs expériences passées ne pouvaient que renforcer leur méfiance à l'égard de la police. Leurs transgressions prenaient acte de la démission des pouvoirs publics envers toute une partie de la population. Toutefois, ils ont veillé à appliquer les gestes barrières (masque et distance) afin de ne pas contaminer leurs parents. Il y avait ainsi une conscience que leurs sont âgés et encore fragiles qu'en temps normal. Ces jeunes n'exprimaient ainsi pas sentiment de rancœur envers leurs aînés, mais plutôt encore plus de soin et d'attention à leur égard car l'heure était grave. Dans leur chef, il n'y avait donc pas d'égoïsme ni à l'égard de leurs parents, ni à l'égard des boomers, seulement une envie de se rendre utiles auprès de ceux qui en ont le plus besoin dans leur quartier.

« Je suis resté une fois à la maison. Ce sur quoi je voudrais insister un peu beaucoup, c'est que pourquoi je sortais beaucoup, c'est qu'à la maison, il n'y a pas vraiment de place. J'étais sous pression, j'étais obligé de sortir. »

À Cureghem, j'ai également rencontré d'autres jeunes, ceux-là plus jeunes, qui fréquentaient une maison de jeunes du quartier qui avait été créé en 1999 par d'autres jeunes du quartier qui avaient percé dans le rap : « Comme ils viennent entre eux, ils viennent comme dans leur salon. Maintenant, ils ont pris leur repère. Au début, ils viennent en groupe. C'est un peu la rue qui rentre ici. »

Ces jeunes avaient gardé des contacts via les réseaux sociaux avec les animateurs qui avaient été très soucieux de maintenir le lien social craignant pour la santé mentale de leur public. Lors de la reprise des contacts sociaux, ces jeunes sont retournés dans leur maison de jeune, sans pour autant respecter les mesures de distanciation sociale ou de masque. Pour ces jeunes, la maison de jeune représentait une seconde maison, un environnement sécurisé dans lequel il ne risquait rien. Pour eux, le risque était dehors de se faire verbaliser. Les discussions avec eux ont montré qu'ils n'avaient pas vraiment connaissance des règles en vigueur et que leurs parents ne semblaient pas non plus les maîtriser ou en tout cas, ils ne leur semblaient pas que leurs parents soient très au fait de ces règles. Moins avancés en âge, ces jeunes semblaient désireux de retrouver les formes de sociabilité associées à ce lieu, ainsi qu'à la période estivale et non-scolaire, car ils savaient que la rentrée scolaire n'allait pas être simple pour eux. Elle signifiait le retour de règles punitives supplémentaires avec le port du masque, « car en tant que Marocains, on leur tombe toujours dessus »

Enfin, dans un quartier populaire d'une ville wallonne, nous avons aussi rencontré des jeunes qui ont continué de faire du business dans la rue. Ceux-là étaient plus défiants envers l'ordre sanitaire et se situaient plus dans une optique de défiance à l'égard des autorités publiques. Ils ne donnaient guère de crédit à la gravité de la situation présentée par les autorités publiques. Au-delà de cette défiance, leur présence se justifiait surtout car la demande de substances psycho-actives avait largement explosé pendant les confinements. L'un d'eux nous disait récemment que ce commerce leur permet d'assurer leur responsabi-

lité, quand le marché du travail ne leur laisse aucune place. Chez ces jeunes, la défiance envers les élites politiques et sociales étaient assez marquées et fleurtaient avec le complotisme.

Conscients que leurs chances de réussite scolaire moins élevées et le manque d'opportunités sur le marché de l'emploi les font plus facilement basculer dans l'informalité, ils sont défiants. Ils se conforment aux traits du stigmaté qu'on leur colle pour trouver une place dans la société. Cette assignation identitaire est aussi une forme de résistance au manque de reconnaissance sociale (Mohammed, 2016). Leurs conduites déjà déviantes acquièrent une dimension politique supplémentaire avec les mesures sanitaires restrictives. Elles s'opposent au nouvel ordre imposé en pointant son cynisme et ses finalités cachées. À la question de savoir pourquoi ils sont là malgré les risques plus importants d'être contrôlés et arrêtés par les patrouilles de police plus fréquentes, l'un d'eux répond : « On veut nous empêcher de vivre. Tout ça, c'est n'importe quoi, on veut nous faire peur. » Eux n'ont pas peur et n'ont pas l'intention de se laisser faire. Un autre jeune ajoute : « Sinon, on serait tous malades. » Ils ont leur masque en main pour le cas où un contrôle aurait lieu. Ces jeunes continuent ainsi de vivre dans une société qui les exclut en raison de leur couleur de peau et les assigne par avance à ce rôle : « Nous, les Noirs, on fait peur. » La pandémie ne change pas grand-chose tant leur prise de risques pour vivre et survivre est, en régime normal, déjà bien grande. « On a été colonisés, c'est notre destin, on ne nous aime pas. » Ils étaient avant la période pandémique et demeurent sous le régime pandémique dans l'illégalité.

Même s'ils dénoncent le racisme des forces policières, à la différence d'autres jeunes des mêmes quartiers, ils reconnaissent avec un peu de fierté que la police a raison de les contrôler quand ils sont à leur poste : « on n'est pas tout clean ». Ainsi, par la continuité de leur présence dans l'espace urbain, ils se rapprochent des protagonistes lockdown parties de par leur urgence de vivre, malgré une société qui ne les accueille pas, ne les reconnaît pas beaucoup et ne leur donne à voir de

meilleures perspectives que celles offertes par leurs activités illicites. Toutefois, ils s'en distinguent par leur origine sociale et ethnique, mais aussi par la teneur de leur message politique « antisystème ».

## **Démarche de recherche et pré-conclusion**

### **Chloé Allen**

Dès les premiers confinements, nous nous sommes inquiété.e.s de garder le lien avec elles et eux, conscient.e.s que les crises de sens qui les traversaient allaient à nouveau se voir profondément bousculées par le cadre normatif des règlementations covid. Lorsque Olivier, Muriel et moi avons décidé de mettre en commun les réalités diverses vécues par les jeunes qu'on côtoyait, il a semblé évident qu'il était nécessaire de montrer qu'au-delà de la diversité des vécus intimes et politiques de ces jeunes, une réelle crise ou rupture se posait.

Ces observations nous ont permis d'explorer leur rapport au politique. Ces rapports bien que singuliers en fonction des terrains, montre une réelle méfiance, voir une rupture entre les certains jeunes et les représentants étatiques. Or, cette rupture n'est pas synonyme de désimplification ou de désengagement. Le politique, pour les jeunes, prend d'autres formes, des graffitis féministes contre le couvre-feu ou la présence politique « en ligne » des jeunes observés par Olivier, à l'organisation de distributions alimentaires sur les terrains de Muriel aux manifestations et mobilisations des jeunes sur mes terrains.

Les échos de nos terrains ont démontré du décalage d'un monde politique qui ne connaît pas ou plus les réalités de ses jeunes. Une démocratie vieillissante qui ne s'actualise pas assez sur les besoins de personnes les plus marginalisées, un monde politique qui se pose « en bon père de famille » mais qui n'écoute ni les jeunes ni leurs demandes de

changements et de reconnaissance (ex : Adil/#MeToo etc.). Les revendications des jeunes sont davantage relayées par le monde culturel qui se propose comme espace d'expression et de relai.

Les jeunes que nous rencontrons sont de profils divers, tous ont souffert de ces politiques inadaptées à leur réalité, certains ont souffert de dépression, d'isolement ou se sont fait enfermer en Garde à vue pour de simples distributions de nourriture, certaines, privées de leur job d'étudiants se sont vu forcé à faire les files des banques alimentaires et payer 250 euros d'amende pour une bière au parc. Au-delà de l'aspect répressif, ce qui nous intéresse aussi est la violence du cadre normatif imposé par l'État sur l'ensemble des personnes qui n'étaient en mesure de se confiner « selon les règles ». La transgression, sur mes terrains à bien souvent été une occasion d'organiser un mouvement de convergence des oubliés de la crise et plus largement des oublié de la société. Par ailleurs selon l'analyse faite par une travailleuse sociale en maison de jeunes : « Ceux qui s'en sont le mieux sorti pendant la crise sont ceux qui ont réussi à se réapproprié la crise et jongler avec les mesures ».

Cette période pandémique n'a eu de cesse d'opposer les jeunes aux vieux dans les média mais sur le terrain en relisant chacun de nos entretiens, je remarque que les jeunes auprès desquels nous avons enquêté ne parlent pas tant des « vieux » mais souvent de « privilégiés ». Pour parler de la combinaison de ces deux groupes sociaux certains utilisent le terme de « boomers » mais ce terme est aussi parfois pour désigner les dirigeants. L'enjeu n'est donc pas tant celui de l'âge que celui du pouvoir. Il ne s'agit donc pas d'une opposition de générations mais d'un conflit de privilèges, les vieux pauvres, minorisés et précaires ne sont donc pas considérés comme responsables par ces jeunes qui s'organisent même pour leur venir en aide. Une distinction forte est donc faite entre le respect de règle et les bricolages d'entraide entre précaires.

Il est important de noter que nous nous sommes intéressés à diverses pratiques de transgresseur.euse.s, en souhaitant montrer que chacun.e de ces populations avait des raisons qui leur étaient propres. Par ailleurs, ces transgressions ne concernent bien sûr pas uniquement les jeunes.

## **Conclusion :**

### **Muriel Sacco**

Bien que la thèse d'un conflit entre les générations soit diffuse dans les espaces médiatiques, notamment en raison du constat d'une différence de mobilisation entre les jeunes et les vieux sur des thématiques telles que l'environnement, les violences policières, le racisme, le genre, un rapport différent au travail, mais aussi sur le respect des règles sanitaires et le rapport aux aînés. Nos différents terrains d'enquête invalident plutôt cette thèse.

D'une part, les jeunes ont majoritairement respecté les mesures sanitaires. Les jeunes qui ont transgressé ne représentent qu'une petite partie des jeunes. L'image d'une jeunesse égoïste pendant le covid est largement erronée.

Par ailleurs, nos terrains d'enquête montrent que les jeunes ne sont pas une catégorie homogène.

En outre, il convient de déconstruire ce qu'était le respect des règles. Il y a eu de la part de tous une interprétation des mesures soit trop strictes, soit incohérentes (aller en auditoire ou au travail, alors qu'il n'est pas possible de recevoir des gens chez soi). De plus, les règles ont été perçues comme étant faites, parce qu'adaptées uniquement pour des familles qui ont une maison 4 façades avec un grand jardin et dont

la nature du travail permettait le télétravail. C'est pourquoi nous avançons plutôt qu'il s'agit donc un conflit sur les privilèges de certains groupes dans la définition de règles qui leur sont plus favorables

Par ailleurs, les témoignages de nos enquêté.e.s nous ont invité à dissocier respect des mesures et préoccupation pour son prochain et ses parents. La transgression des règles n'indiquait pas forcément une absence de préoccupation pour la santé de ses proches et des aînés proches ou non.

Par conséquent, ces enquêtes de terrain respectives montrent que derrière la transgression des règles mises en place pour limiter la propagation de la covid, Ce n'est pas un rapport de confrontation des jeunes contre les vieux, comme ont tenté de le laisser penser discours médiatiques.

Le sens des transgressions est différent en fonction des contextes et des milieux d'enquête. Il dépend des positions sociales des individus

Au contraire, les jeunes ont plutôt démontré la volonté de participer à une société qui sans tenir compte de la spécificité de la période qu'ils traversent. Les jeunes sont en recherche d'un engagement en dehors des formes classiques d'engagement, ce n'est pas un désengagement politique ou social, mais une autre forme d'engagement

Donner à voir les multiples façons de questionner les mesures prises par les autorités gouvernementales, ce que ça dit sur le vivre ensemble et les ruptures de confiance

Si l'on peut débattre infiniment de sur la nécessité ou non des mesures sanitaires ou si elles relèvent du Gouvernement par la peur, en revanche ces mesures sanitaires relèvent bien du gouvernement des conduites

Concrètement, Sophie Dubuisson-Quellier (2016) identifie trois principes qui permettent d'activer le gouvernement des conduites individuelles .

- Premièrement, il s'agit d'établir les liens entre les problèmes publics et les pratiques sociales et individuelles par l'information sur les externalités négatives. Le rôle des données et des enquêtes sur les impacts des comportements est ainsi très important.
- Deuxièmement, il faut montrer que le changement de conduites peut conduire à l'atteinte d'un bien commun, donc il y a le recours à la légitimation par le bien commun
- Troisièmement, les changements de pratiques sociales doivent être envisagées comme le choix d'individus autonomes. Les individus doivent avoir l'illusion que ce choix ne dépend que d'eux-mêmes. Ici, il s'agit de l'activation d'une rationalité coût-bénéfice

La gestion gouvernementale de la crise sanitaire révèle la démission des institutions publiques ou le désinvestissement des politiques publiques qui forcent à la responsabilité individuelle sans réinvestir les infrastructures publiques médico-sociales.

Ce conflit entre les générations n'est-il pas une pratique des gouvernants et des dominants pour diviser des groupes dont les intérêts pourraient converger dans une critique acérée des modes de gouvernement produisant des inégalités et des dommages colossaux à gérer pour les générations à venir

Enfin, si les résultats de notre enquête montrent la diversité des sens que revêtent les transgressions aux mesures sanitaires prises pendant la pandémie covid, une enquête symétrique sur les sens donnés aux respects des règles par les personnes qui ont respecté scrupuleusement les règles en vue notamment de protéger les aînés serait nécessaire. Elle montrerait certainement la complexité du sens et des motivations derrière le respect de ces règles.



**Réseau pluridisciplinaire d'accompagnement  
et de soutien aux problématiques d'addictions**

**Rue du Tabellion 64, 1050 Ixelles**

T: +32 2 534 87 41

resad.asbl@resad.be

www.resad.be

CB Triodos: BE24 5230 8106 8938

0444.964.338 | R.P.M. Bruxelles



**Le Certificat  
santé mentale en  
contexte social :  
multiculturalité  
et précarité  
de l'UCLouvain**